



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement, des installations
classées et des enquêtes publiques

Affaire suivie par : M. Barbier

Tél : 01.40.97.23.59

pref-environnement@hauts-de-seine.gouv.fr

Dossier n° 31419

N° AIOT : 74-5059

LR + AR n° 2C 171 462 7219 1

Nanterre, le 17 MAI 2023

Monsieur le préfet des Hauts-de-Seine

à

**Monsieur le directeur
Société Panzani**

Objet : directive européenne IED – non soumission au rapport de base.

Les activités que vous exploitez au 29-31, rue Lavoisier à Nanterre relèvent de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED (Industrial Emissions Directive).

A ce titre, elles sont susceptibles, en application de l'article R.515-81 du code de l'environnement, d'être soumises à l'obligation d'élaborer le rapport de base prévu par l'article L.515-30 du même code, décrivant l'état du sol et des eaux souterraines de votre site d'exploitation.

Vous avez transmis le 16 juin 2022 un mémoire justificatif de non soumission à cette obligation, daté du 22 février 2021.

Après examen de ce mémoire par l'inspection des installations classées, je vous informe que le rapport de base ne sera pas exigé pour vos installations.

En effet, vous avez démontré que vous n'utilisez aucune substance ou mélange dangereux qualifié de pertinent par l'annexe I du règlement dit CLP. De plus, vous avez précisé que le seul produit chimique utilisé l'était dans des conditions de nature à rendre impossible un rejet dans les sols. Conformément au Guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED, les produits de nettoyage ou pesticides, à condition qu'ils ne relèvent pas du procédé, ne font pas partie des substances à considérer comme pertinentes au titre du rapport de base.

Je vous rappelle par ailleurs qu'au titre de la soumission de vos installations à la directive IED précitée, vous devez, avant le 4 décembre 2023, justifier de la conformité de l'exploitation aux dispositions de l'arrêté

ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Passé ce délai, je vous informe qu'il pourra être fait application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement précité.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Pascal GAUCI